



**Union Syndicale Régionale
Agroalimentaire Forestière
CGT Picardie**



LE 5 FEVRIER 2019, DANS CHAQUE ENTREPRISE :

GREVE ET MANIFESTATION !

Entre 13h15 à 14h00, RDV devant la Préfecture d'Amiens

Pour soutenir les « Banania »

Les choix politiques, économiques, sociaux, culturels, militaires et policiers du tandem Macron/Medef poursuivent des stratégies réactionnaires pur jus.

Les réformes rétrogrades se succèdent et approfondissent encore les inégalités, poussant une part toujours plus importante de la population dans des impasses :

Casse du Code du travail, des droits syndicaux, des services publics et de la fonction publique, de la formation professionnelle, des retraites, de la Sécurité sociale...

Le patronat de nos professions embraye le pas :

Remise en cause des acquis sociaux et syndicaux, dégradation considérable des conditions de travail, aggravation de la précarité, mises en cause des conventions collectives, bas salaires, pertes importantes de pouvoir d'achat sont des réalités quotidiennes qu'ils veulent imposer aux salariés.

Les retraités, les privés d'emploi, les jeunes, les travailleurs sont mobilisés pour refuser cette casse et construisent des alternatives comme à la Sncf, dans l'énergie, les hôpitaux et dans nombre d'entreprises et secteurs de nos professions.

ENSEMBLE REFUSONS ET ARRETONS L'AUSTERITE POUR LES SALARIES !

Que nous soyons, salariés, de toute catégorie professionnelle, en CDI ou CDD ou intérimaires, retraités, sans emploi, nous sommes tous concernés par toutes les mesures antisociales de ce gouvernement de soutien au MEDEF.

Les dépenses contraintes ou incompressibles sont une véritable épée de Damoclès suspendue en permanence au-dessus des salariés, retraités, chômeurs et de leur famille.

De 2012 à 2018, elles représentent plus de 1 000 € pour un salaire net de 1 600 €, plus de 900 € pour un salaire net de 1 300 €.

Depuis plusieurs années, notre fédération a calculé, à partir des prix de l'alimentation, du logement, de l'énergie, des dépenses de transport et d'habillement, les renchérissements des coûts essentiels, ceux qui frappent quotidiennement au porte-monnaie de l'immense majorité de la population.

La hausse pour 2018, se situe à 5,3 %. Les 1,5 % d'augmentation du Smic (16€ net par mois) est une provocation.

Ceux qui sont « assistés », ce sont les patrons de nos entreprises avec les milliards d'euros de cadeaux fiscaux, d'exonérations de cotisations sociales et non les travailleurs qui vivent de leur travail, qui créent les richesses, ni les victimes, sans emplois des plans de casse de l'emploi pour plus de rentabilité financière au profit des actionnaires.

Sur 100 €uros de bénéfices, 67,40 € sont reversés aux actionnaires sous forme de dividendes et seulement 5,3 € pour les salariés. La France est le plus gros payeur de dividendes de l'Europe occidentale ! Grâce à Macron notamment et ses sbires !

Les cadeaux fiscaux et sociaux aux entreprises représentent annuellement 200 milliards d'euros !

Ils bénéficieront de 26 Milliards € au titre du CICE en 2019 et comme Macron a décidé de le pérenniser sous forme d'exonérations à compter du 1^{er} janvier ce 26 26 Milliards € en plus en 2019 !!!!!

NOS REVENDICATIONS DOVVENT ETRE SATISFAITES :

Ils ont un pognon de Dingue !!!

Revendiquons :

- Une augmentation du Smic, du point d'indice, de tous les salaires et pensions ainsi que des minimas sociaux.
- Une réforme de la fiscalité : une refonte de l'impôt sur le revenu lui conférant une plus grande progressivité afin d'assurer une plus grande redistribution des richesses et d'alléger le poids de l'impôt indirect (TVA, TICPE) pénalisant les salariés et les ménages, le paiement des impôts en France de grandes sociétés (ex. : GAFAs), une imposition plus forte des plus hauts revenus et de la détention de capital.
- La suppression des aides publiques aux entreprises (CICE, et exonérations diverses, etc.) qui ne servent ni l'emploi, ni la revalorisation des salaires, ni l'investissement de l'appareil productif et mettent à mal notre protection sociale
- Le développement des services publics, partout sur le territoire, en réponse aux besoins de la population, avec des moyens suffisants en personnels pour un bon exercice de leurs missions.
- La retraite à 55 ans dans nos professions et une protection sociale de haut niveau.
- Le respect des libertés publiques tel que le droit de manifester remis en cause par le gouvernement.

BANANIA / BENCO

Nutrimaine (groupe Kruger)

A orchestré la mise à mort d'un site rentable.

L'expert économique du CSE a montré un résultat d'exploitation sur les 4 dernières années s'élevant à 2,4 millions d'euros et un taux de rentabilité de 11% en moyenne, sans aucun investissement de développement commercial.

Ces très bons chiffres pour une PME d'une quarantaine de salariés font la démonstration que le site est très rentable et que les raisons de la décision du groupe Kruger sont à chercher ailleurs. **Kruger veut s'accaparer les marques de notre patrimoine national pour encore augmenter sa rentabilité financière.**

Les salariés de Banania-Benco sont les otages de la soif de profits de Kruger qui a décidé de la mise à mort de leur usine et de sacrifier quarante familles. C'est inacceptable. C'est du terrorisme patronal !!!!!

Venez les soutenir